

Pourquoi P.8
les Africains sont
soit très riches,
soit très pauvres

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

ATTAQUES TERRORISTES A PARIS P.3



Pdt Faure Gnassingbé

Pdt François Hollande

Le peuple togolais uni dans la douleur avec la France !

Dans la nuit du 13 novembre dernier, la France a été malheureusement frappée par une série d'attentats terroristes qui ont fait au moins 129 morts et 352 blessés dont une centaine dans un état critique. Au nombre de sept, les tueurs ont tous péri dont six par suicide.

FOURNITURE DU COURANT ELECTRIQUE

La CEET prend P.6
des mesures pour
limiter les risques
de perturbations

PROJET DE REHABILITATION DES AIRES PROTEGEES P.4

Plus d'avantages que d'inconvénients



Ministre André Johnson
de l'Environnement

Mo Ibrahim, P.8
ce milliardaire
qui investit
dans la
démocratie



Mo Ibrahim, cet homme d'influence soudanais de 69 ans avait vendu en 2006 sa société de télécommunications Celtel avant de lancer l'année suivante la fondation qui porte son nom, assortie d'un Index de bonne gouvernance en Afrique.

PRELIMINAIRES COUPE DU MONDE 2018

Fin de course P.7
pour les Eperviers

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les écoles doctorales
de l'Université de
Lomé lancées P.5

Formation en Journalisme et Communication des entreprises

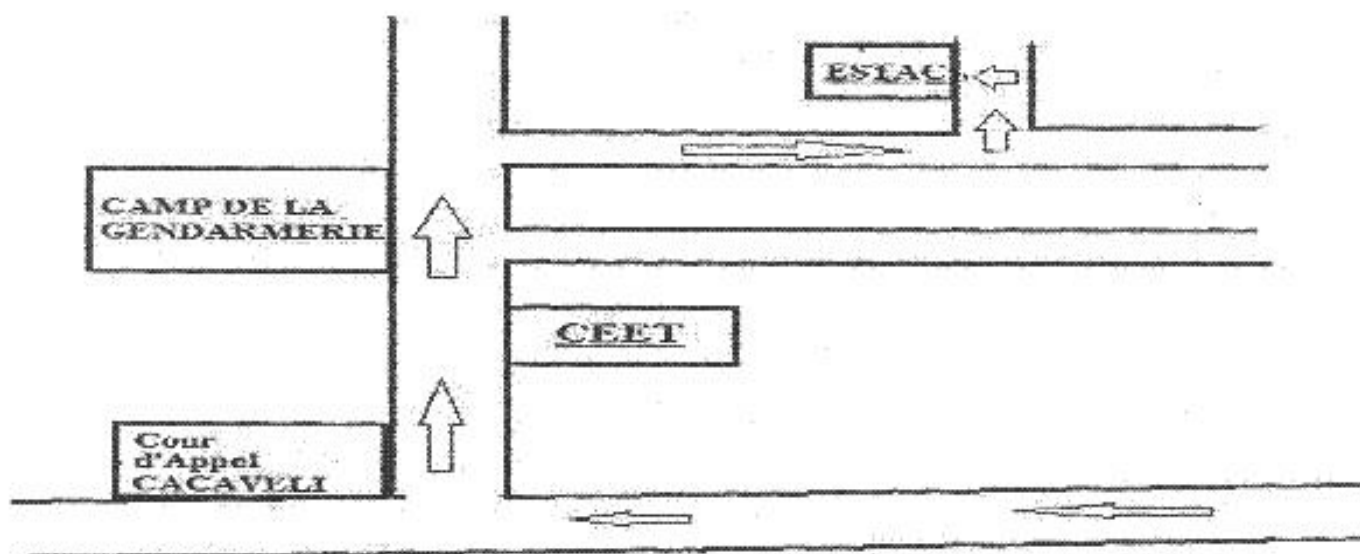


L'expérience au service du professionnalisme

Diplômes :

- Brevet de Technicien (BT)
- Brevet de Technicien Supérieur (BTS)
- Licence professionnelle
- Contact : 23 38 06 63 / 91 82 21 01
- E-mail : estac3000@yahoo.fr / contact@estactogo.com

Nouveau site non loin de la Cour d'Appel à Agoè Cacavelli



Devise : RIGUEUR & DIGNITE

ATTAKES TERRORISTES A PARIS

Le peuple togolais uni dans la douleur avec la France !

Tanko

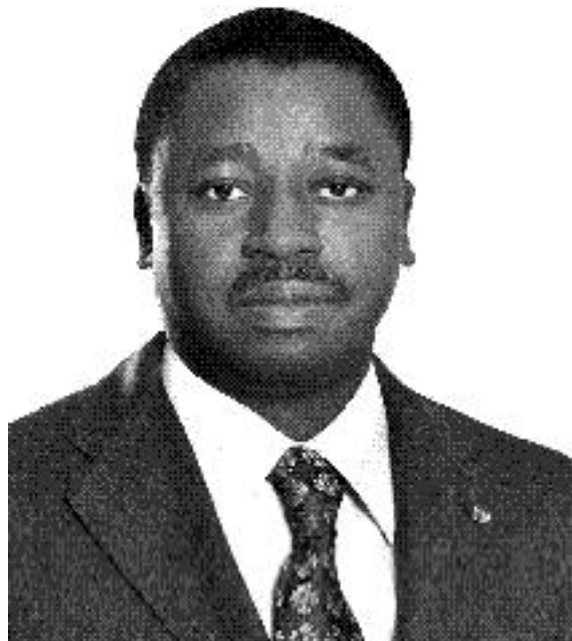
Dans la nuit du 13 novembre dernier, la France a été malheureusement frappée par une série d'attentats terroristes qui ont fait au moins 129 morts et 352 blessés

ristes. Le monde entier pleure avec la France mortellement touchée. Paris est en Etat de siège et il est annoncé une minute de silence à la mi-journée de ce lundi en mémoire des victimes. Trois jours de deuil na-

rétablissement à l'endroit des blessés. La France et le Togo sont ainsi unis dans la douleur. De part le monde entier, les vagues de condamnation se succèdent. Cette attaque terroriste d'une rare violence, intervient dix mois

vient planétaire car aucun pays n'est visiblement à l'abri. En effet, les réseaux terroristes ont aujourd'hui plusieurs ramifications. Inutile de les nommer pour en faire une publicité indécente. Ce qui arrive à la France doit

première puissance du monde qu'est les Etats-Unis demeurent vivaces dans les esprits. C'est dire qu'aucun Etat pris isolément n'est assez barricadé contre les attaques terroristes. L'efficacité de la lutte passe donc par une synergie d'actions notamment dans le renseignement intérieur et extérieur, le renforcement de la surveillance des frontières, la démythification d'idéologies religieuses suicidaires, le contrôle rigoureux de la circulation des armes. Les autorités togolaises au plus haut sommet de l'Etat prennent au sérieux la menace des groupes terroristes à travers le monde et de ce fait prennent les dispositions pratiques pour limiter les risques. Les premiers éléments d'enquêtes relatifs aux attentats de Paris démontrent à suffisance que les terroristes n'empruntent pas que les routes ou les aéroports pour infiltrer les Etats. Le réseau maritime est également un passage privilégié pour ces individus de sinistre réputation. Ce sont autant d'arguments qui doivent motiver davantage toutes les structures impliquées dans l'organisation du prochain sommet sur la sécurité maritime au Togo à œuvrer pour le succès de cet important rendez-vous. Les partenaires extérieurs ont aussi tout intérêt à soutenir le Togo dans cette logique.



Pdt Faure Gnassingbé



François Hollande

dont une centaine dans un état critique. Au nombre de sept, les tueurs ont tous péri dont par suicide. Les enquêtes progressent et l'opinion commence à avoir une idée du trajet suivi par ces terro-

tional sont décrétés. Le président Faure Gnassingbé a, au nom du peuple togolais tout entier, adressé un message de condoléance aux familles éprouvées et les vœux ardents de prompt

après la barbarie qui a presque décimé la rédaction du journal satirique français Charlie Hebdo. Au regard de l'ampleur des attentats du genre qui se multiplient, la lutte contre le terrorisme de-

mettre tous les Etats en alerte et élever le niveau de vigilance car les terroristes ne préviennent pas. Pour mémoire, les terribles attentats du 11 septembre 2001 qui avaient ébranlés l'orgueil de la

Message du Président Faure à son homologue français, François Hollande

Monsieur le Président,

Les graves attentats terroristes, d'une barbarie inégalée, qui ont été perpétrés dans la nuit du vendredi 14 novembre 2015, en divers points de la capitale française, ont plongé le peuple togolais tout entier, dans un émoi profond et dans la plus grande stupeur.

En ces heures tragiques et extrêmement douloureuses pour la France, je tiens à vous faire part de ma vive émotion, de ma compassion et de la solidarité de l'ensemble du peuple togolais qui est sous le choc et profondément meurtri par le lourd bilan de ces attentats inédits.

La barbarie des attaques, le choix des cibles et le mode opératoire utilisé ne laissent aucun doute quant à la volonté des com-

manditaires de porter atteinte aux valeurs séculaires qu'incarnent la France et que partagent avec elle, tous les peuples épris de paix, de liberté, de solidarité et de fraternité.

C'est pourquoi, en ces heures tragiques où rien ne peut nous consoler des victimes innocentes dont les vies ont été anéanties par cette violence aveugle, je tiens à vous redire combien le peuple togolais est uni dans la douleur avec le peuple ami de France que nous portons dans nos prières, afin qu'il puisse se relever de cette rude épreuve.

Je vous saurais gré, à cet effet, de vous faire auprès des familles endeuillées, l'interprète de mes condoléances les plus attristées et de bien vouloir transmettre aux nombreux blessés, mes vœux ardents de

prompts rétablissements.

Les événements tragiques survenus dans la nuit du 14 novembre 2015 à Paris sont un véritable défi lancé à toute l'humanité qui doit réaffirmer sa foi inébranlable dans les idéaux de paix et de sécurité pour tous ainsi que son adhésion irréversible à la lutte sans merci contre le fléau du terrorisme partout dans le monde.

En vous réitérant ma profonde compassion ainsi que la solidarité du peuple togolais, je vous prie Monsieur le Président de croire en l'assurance de ma très haute considération.

Faure Essozimna Gnassingbé
Président de la République togolaise

Attaques à Paris : le point sur l'enquête en cours

Sur les sept terroristes morts vendredi soir à Paris, un seul a été formellement identifié par les enquêteurs. Il s'agit d'un Français de 29 ans. Par

ailleurs, une piste belge se précise avec l'arrestation de trois personnes outre-Quiévrain.

Depuis vendredi 13 novembre au soir, le parquet

antiterroriste de Paris est en charge d'une enquête hors normes qui vise à identifier les auteurs des attentats les plus meurtriers jamais commis en

France.

• Trois équipes de terroristes, sept assaillants sont morts, l'EI revendique

Selon le procureur de

Paris François Molins, les six attaques ont été menées «très vraisemblablement» par «trois équipes

Suite à la page 4

Actualité

PROJET DE REHABILITATION DES AIRES PROTEGEES

Plus d'avantages que d'inconvénients

Atcha

Après les agitations survenues dans la ville de Mango suite aux incompréhensions à propos du projet de réhabilitation des aires protégées dont celui de Mandouré dans la préfecture de l'Oti, l'heure est à l'apaisement. Selon la version officielle du gouvernement, rien ne justifiait les dérapages ayant causés des morts et des blessés. Les condoléances les plus attristées ont été présentées aux familles des victimes ainsi que des compassions de prompt rétablissement à l'endroit des blessés. Le gouvernement a aussi déployé les moyens pour la prise en charge des blessés dans les hôpitaux. Au plus haut sommet de l'Etat, le président Faure Gnassingbé toujours attentif aux préoccupations des populations a donné des instructions pour suspendre temporairement la mise en œuvre de ce projet dans le but d'approfondir les concertations et procéder aux réajustements nécessaires. Le gouvernement rassure qu'il ne s'agit pas dans la mise en œuvre du projet de réhabilitation

des aires protégées de piétiner les intérêts des populations. C'est pourquoi d'après les explications fournies par le ministre André Johnson de l'Environnement et des Ressources



Ministre André Johnson

Forestières, un travail de sensibilisation sur le contenu de ce projet a été fait en amont. Un consultant avait donc sillonné les villages et hameaux des localités concernées pour édifier les collectivités sur les enjeux et les intérêts de la réhabilitation des aires protégées. Placé sous le parrainage du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le projet de renfor-

cement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo a été lancé en 2012. Ce projet de réhabilitation des aires protégées concerne quatre pays de la sous-région ouest-africaine, le Bénin, le Ghana, le Burkina Faso et le Togo. Il s'agit notamment de borner des espaces destinés à la faune et la flore. Dans un contexte international de plus en plus dominé par la problématique de la promotion de l'environnement, une telle initiative est salutaire. Ce projet de réhabilitation des aires protégées est déjà exé-

cuté jusqu'à 100 % dans certains pays comme le Bénin ou le Ghana. Pour le Togo trois préfectures, Kpendjal, Kéran et Oti sont concernées. En effet, la réticence qui se révèle des récentes agitations à Mango tire sa source des mauvais souvenirs qu'ont les populations de la gestion passée de la faune. Mais aujourd'hui le contexte n'est plus le même. La réhabilitation et la protection des aires protégées prennent largement en compte l'intérêt humain qui prime sur toute autre considération. Entre autres avantages liés à

l'entretien de ces patrimoines environnementaux, on peut citer la régénération des forêts avec comme incidences positives, une meilleure pluviométrie, la restauration de la fertilité des sols favorables à une meilleure productivité agricole. D'une manière globale, la faune et la flore bien entretenues favorisent l'écotourisme. Eu égard à ce qui précède, personne n'a intérêt à ramener à contre courant de ce projet de réhabilitation des aires protégées quelque soit l'endroit du territoire togolais concerné.

Une récupération politique malsaine

Une frange de l'opposition togolaise telle que conduite dans le cadre de l'alliance électorale dénommée CAP 2015 n'a pas fini de surprendre. C'est dans l'ordre normal des choses qu'un parti politique ait un programme d'activités cohérent en conformité avec ses agendas politiques. Mais au Togo, l'on assiste à une forme d'opposition opportuniste. Depuis sa débâcle électorale d'avril

dernier qui sans doute l'a amené à diluer son appétit présidentiel, Jean Pierre Fabre et ses compagnons retrouvent leur reflexe de marcheurs. Comme d'habitude les propriétaires de tous les dossiers n'hésitent pas lorsqu'ils sont en panne d'inspiration à sauter sur toutes les occasions pour clamer leur existence politique par du bruit. Dans l'opinion, les marches annon-

cées par CAP 2015 sous le prétexte de soutenir les victimes des regrettables incidents survenus à Mango dans le cadre du projet de réhabilitation des aires protégées sont inopportunes. Le gouvernement a abondamment communiqué sur ses événements et rassuré les populations par rapport aux mesures urgentes prises. D'ailleurs les députés

Suite à la page 5

Attaques à Paris : le point sur l'enquête en cours

Suite de la page 3

de terroristes coordonnées».

Sept assaillants sont morts, tous après l'explosion de leur ceinture piégée, a-t-il précisé. Trois se sont fait sauter au Bata-

clan, trois autres près du Stade de France et un dernier boulevard Voltaire.

Les attaques ont été revendiquées samedi par le groupe État islamique, affirmant que «huit frères portant des ceintures ex-

plosives et armés de fusils d'assaut ont visé des sites choisis soigneusement au cœur de Paris». L'EI indique avoir agi en réponse à l'intervention française en Irak et en Syrie.

Le film des événements

• **Un Français kamikaze identifié, son père et son frère en garde à vue**

Un des kamikazes du Bataclan a été formellement identifié samedi grâce à l'empreinte d'un doigt sectionné retrouvé dans la salle de concert. Il s'agit d'un homme pré-nommé Omar, un Français de 29 ans né à Courcouronnes, en banlieue parisienne. Petit délinquant de droit commun fiché pour radicalisation, il n'avait jamais été impliqué dans un dossier de filière ou d'association de malfaiteurs terroriste et n'avait jamais été incarcéré.

Son père et son frère, ainsi que quatre autres membres de sa famille, ont été placés en garde à vue et leurs domiciles ont

fait l'objet de perquisitions samedi soir, respectivement à Romilly-sur-Seine (Aube) et Bondoufle (Essonne). Ils sont actuellement interrogés au siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) à Levallois-Perret. Leur garde-à-voir peut durer jusqu'à quatre jours.

• **Une voiture utilisée pour les attentats retrouvée à Montreuil**

Un des véhicules utilisés par les terroristes aurait été retrouvé à Montreuil, une ville de la banlieue est de Paris. Il pourrait s'agir de la Seat Leon mentionnée par le procureur de Paris dans son point presse de samedi.

• **Un passeport syrien retrouvé**

Un passeport syrien a été retrouvé près du corps d'un kamikaze du Stade de France. Le document appartenait à un migrant passé par la Grèce en octobre, selon Athènes, mais inconnu des services français. Les papiers d'identité et les empreintes digitales doivent encore être

comparés.

• **Trois personnes arrêtées en Belgique**

Trois personnes résidant en Belgique ont été arrêtées samedi par les autorités belges. Elles sont «en connexion» avec une voiture Polo de couleur sombre «louée [et immatriculée] en Belgique» et «retrouvée devant le Bataclan», a déclaré le ministre belge de la Justice.

Parmi ces personnes, qui ne sont pas connues des services de renseignement français, figurerait l'homme qui avait loué la Polo. Ce Français résidant en Belgique «a fait l'objet d'un contrôle routier ce matin en Belgique avec deux autres personnes à bord d'un autre véhicule», a déclaré samedi soir le procureur François Molins.

Ces trois personnes forment-elles la troisième équipe d'assaillants, outre celles du Stade de France et du Bataclan – dont les membres sont morts – ? La question reste en suspens.

AFP

Lettre de la KOZAH

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 00389 / 31 / 12 / 09 / HAAC

E-mail: lettredekozah@yahoo.fr
BP. 4869 Lomé-Togo

Contacts: 90 13 34 21 / 22 34 13 45

Directeur de publication
Atcha Tanko

Rédaction: Solime D., Tchaa

Infographie: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: La Colombe

Tirage: 2000 exemplaires

FOURNITURE DU COURANT ELECTRIQUE

La CEET prend des mesures pour limiter les risques de perturbations

Tanko

La politique énergétique mise en œuvre ces cinq dernières années au Togo vise à maximiser l'accès des ménages à l'énergie électrique. D'énormes investissements continuent d'être déployés pour renforcer la capacité des structures de production. La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) pour sa part est appelée à jouer convenablement sa partition. C'est donc normale que tout les regards soient tournés vers cette structure lorsqu'il ya des soucis par rapport à la disponibilité de l'énergie électrique comme c'est le cas ses dernières semaines.

Pour jouer la carte de la transparence, la Direction générale de la CEET a choisi de communiquer afin d'expliquer les raisons des perturbations constatées dans la fourniture du courant. Il faut ainsi retenir des clarifications apportées par le directeur chargé de la distribution à la CEET, M. Tchapou Kossi, que les dernières coupures d'électricité ont pour causes les impacts des piochages de câbles dans le cadre de l'exécution des travaux d'infrastructures impliquant les fouilles sur la chaussée. Cela est relatif entre autres, à la construction des routes, des postes de canalisation d'eau et de tuyaux pour la fibre optique. Selon le

constat fait sur le terrain, de janvier à Octobre 2015, la CEET a pu décompter 100 cas de piochages de câbles par les différentes entreprises exécutant ces travaux d'infrastructures. Parfois les conditions atmosphériques notamment des orages sont à l'origine des perturbations du réseau aérien de la CEET. On assiste aussi à des coupures qui proviennent du fournisseur en raison des travaux de réhabilitation sur ses lignes. Enfin, des perturbations sont dues à un problème de coordination des relais de protection entre la Compagnie Energie du Bénin (CEB) et la CEET.

Pour remédier le plus tôt possible à cette situation, la CEET a déjà commandé des relais numériques pour avoir le même niveau de protection que la CEB. Ce nouveau matériel adapté qui va remplacer les relais électromécaniques devra être bientôt réceptionné puis installé courant ce mois de novembre. L'objectif à terme est de stabiliser la situation. Pour cela, le ministre en charge des Mines et de l'Energie Ably Bidamon, s'inscrivant dans une logique de recherche de solutions durables, a sur la base des rapports d'une série de réunions des cadres techniques de la CEET et de la CEB instruit les uns et les autres à l'action. Pour ce qui est du piochage

des câbles, les services concernés sont autant appelés à assumer leurs responsabilités. Les services de communication de

la CEET pour ce qui les concerne rassurent maintenir le cap en matière d'informations à l'attention des clients rela-

tivement aux coupures d'électricité ou des perturbations éventuelles sur son réseau.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les écoles doctorales de l'Université de Lomé lancées

Edoh

Les activités des écoles doctorales de l'Université de Lomé ont été officiellement lancées le lundi 02 novembre dernier par le

cisive et mieux formaliser les structures universitaires en charge de la formation et de la recherche. En effet, depuis l'adoption du système Licence-Master-Doctorat (LMD) par le décret du 21 juillet

versité de Lomé, cinq Ecoles seront créées notamment l'Ecole Doctoral Sciences et Technologie (ED-ST), l'Ecole Doctoral Sciences de Santé (ED-SS), l'Ecole Doctoral Scien-

JER DE LANCEMENT OFFICIEL
DES ECOLES DOCTORALES
A L'UNIVERSITE DE LOME



Table officielle



Les participants

Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, le Professeur Koffi AGBENOTO. C'était au cours d'un atelier organisé à l'auditorium de l'université de Lomé en présence du président de cette institution, le professeur François Messanvi GBEASSOR, des responsables des formations et équipes de recherche doctorale, du corps enseignant de l'Université et des doctorants.

L'objectif visé est de donner une visibilité à l'institution, mais surtout de donner une impulsion dé-

2008 dans l'enseignement supérieur, seuls les grades L et D sont effectifs à ce jour, le grade D restant à être formaliser en application de l'arrêté n°032/MESR/CAB du 25 juin 2012 portant création et organisation des Ecoles doctorales.

Concrètement, il s'est agi pour les participants à cet atelier de haute portée intellectuelle et scientifique financé par l'Agence Universitaire Francophone (AUF) de s'imprégner de l'esprit de l'arrêté mais également de la mise en œuvre et l'organisation effective des structures et des règlements qui vont concourir aux recrutements des doctorants, à leur encadrement et à un meilleur agencement des écoles doctorales en un collège doctoral qui constituera un organe fédéral de concertation et d'orientation des études doctorales en relation avec les options nationales en matière de recherche pour le développement. Ainsi, L'Ecole doctorale, il convient de le préciser, est une fédération de formations doctorales ou structures de recherche autour de projets de formations doctorales couvrant un ou plusieurs domaines scientifiques. C'est l'organe interne aux universités habilité à délivrer le Doctorat. Elle regroupe les laboratoires et unités de recherche affiliés aux facultés, écoles et instituts, en un grand groupe structuré en fonction des domaines de formation proposées. A l'Uni-

ces de l'Homme et de la Société (ED-SHS), l'Ecole Doctoral Sciences Juridiques, Politiques Economiques et de Gestion (ED-SJPEG), l'Ecole Doctoral Sciences du langage, Langues, Lettres, Arts (ED-LLA). Saluant cette initiative, le président de l'Université de Lomé a indiqué que : « Celle-ci requiert une exigence toute particulière étant donné que sa bonne organisation nourrit notre institution en personnel dont nous avons besoin, à savoir les enseignants-chercheurs ». Lançant solennellement les écoles doctorales au nom du ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, le Professeur Koffi AGBENOTO précise dans le même sens que : « Les écoles doctorales sont inévitablement le cadre idéal par excellence où se mènera la recherche des centres, laboratoires et équipes de recherche. Ils sont des espaces d'expression, d'expérimentation et de réflexions, d'où des résultats peuvent être tirés pour nourrir les écoles doctorales ».

La cérémonie officielle a été suivi de travail en commission et en plénière. Il a été consacré à l'examen des articles de l'arrêté portant création des Ecoles Doctorales, le règlement intérieur des Ecoles Doctorales devant régir le recrutement des étudiants et leurs encadrements, et l'adoption d'une charte des thèses.

Une récupération politique malsaine

Suite de la page 4

du groupe parlementaires ANC ont lors d'une interpellation des ministres du gouvernement sur une question d'actualité concernant ces événements de Mango, eu l'opportunité d'avoir tous les éclaircissements possibles. Le ministre yark Damehame de la sécurité et son collègue André Johnson de l'Environnement et des Ressources Forestières n'ont éludé aucune question. Maintenant que ce projet de réhabilitation des aires protégées est suspendu le temps de procéder à des réajustements en prenant en compte les points de vue des différentes parties, le ton doit être à l'apaisement. Alors toutes les contribu-



Brigitte Adjamagbo

tions doivent concourir à éviter à l'avenir des débordements pour une œuvre d'utilité public. Sur ce point, les marches telles qu'annoncées ne peuvent que susciter des inquiétudes au sein des populations. Jean Pierre Fabre et compagnies feraient plutôt œuvre utile en allant dignement sur le terrain re-

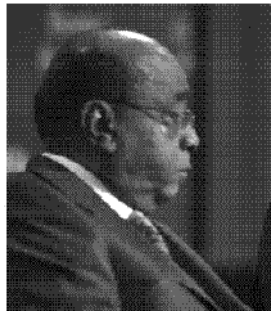


Jean-Pierre Fabre

cueillir objectivement les préoccupations des populations tout en expliquant aussi les aspects avantageux des aires protégées. C'est inconsciemment d'évoquer des souvenirs passés pour noircir un projet pour tant vital. Les populations sont assez lucides pour ne pas tomber dans le jeu de politiciens opportunistes.

Mo Ibrahim, ce milliardaire qui investit dans la démocratie

Mo Ibrahim, cet homme d'influence soudanais de 69 ans avait vendu en 2006 sa société de télécommunications Celtel avant de lancer l'année suivante la fondation qui porte son nom, assortie d'un Index de bonne gouvernance en Afrique. Son « Prix Mo Ibrahim » pour un « leader d'excellence » récompense les chefs d'Etat qui ont su quitter le pouvoir sans avoir dépassé leur mandat électif et laissant derrière eux un bilan positif. Il est assorti de 5 millions de dollars sur dix ans puis d'une rente à vie de 200 000 dollars par an. Entretien exclusif.



Mo Ibrahim

Que pensez-vous de la douzaine de chefs d'Etat qui veulent rester au pouvoir en Afrique et exercer trois ou encore davantage de mandats électifs ?

Ce serait formidable si tous les pays allaient de l'avant, mais les trajectoires historiques ne sont pas linéaires et peuvent connaître des reculs, des délais. Certains pays progressent, avec l'essor d'une société civile, une plus grande conscience des enjeux, une meilleure communication dans le cadre d'un vrai débat. Nous avons aussi des dirigeants en poste depuis plus de trente ans. Ces hommes ont corrompu l'atmosphère politique de leur pays et rendu vraiment impossible l'émergence paisible d'une opposition, ou même de tout espace de discussion.

Pourquoi seulement quatre dirigeants en huit ans ont-ils reçu votre Prix « pour un leadership d'excellence » ?

Il n'y a pas de remède miracle. Le combat pour la démocratie est permanent et très long. Nous voulons que les gens prennent conscience des enjeux et qu'une discussion sur le leadership et la gouvernance commence en Afrique. Quand nous donnons le prix, qui récompense le courage d'avoir pris la bonne décision en cédant le pouvoir à un successeur de manière démocratique, les gens se demandent pourquoi il revient à tel ou tel... Du coup, les dirigeants qui le reçoivent deviennent des figures exemplaires, comme **Joaquim Chissano du Mozambique** et **Hifikepunye Pohamba de Namibie**. Certaines années, nous ne donnons pas le prix, et l'opinion s'interroge aussi. Les commentaires et les débats vont bon train – ce qui est bon, voire meilleur

que lorsque nous donnons le prix ! Voilà dix ans, le mot « gouvernance » n'était pas entré dans notre vocabulaire en Afrique. Aujourd'hui, tout le monde est conscient des défis sur le continent. Le chauffeur de taxi ou le commerçant sur le marché posent des questions ayant trait à la gouvernance, la transparence, le développement, l'éducation, la santé, l'accès aux services publics. C'est une très bonne chose. L'Afrique va de l'avant.

Où se trouvent les situations les plus critiques ?

Partout où nous avons des conflits, le développement reste impossible : Soudan du Sud, Soudan, Somalie, Libye, un pays sans gouvernement, le **Burundi**, un pays qui se trouve dans une situation catastrophique... La **République démocratique du Congo** menace d'entrer dans les mêmes turbulences si son président ne prend pas la bonne décision. Dans la région du Sahel, les crises vont et viennent, dans des espaces trop vastes pour être contrôlés, avec des armes qui affluent librement et des groupes armés tels que Boko Haram, qui s'étendent vers les pays voisins du Nigeria tels que le Tchad ou le Cameroun. Comment garantir la paix et la sécurité ? C'est la priorité. Ensuite, instaurer une meilleure gouvernance reste un défi, même sous ses formes les plus basiques. Il faut cesser de marginaliser des gens ou des groupes, que ce soit sur des bases tribales, religieuses, ethniques ou autres. Si on le fait, on plante les germes du prochain conflit.

Que pensez-vous des reproches adressés à la Cour pénale internationale qui inculpe des chefs d'Etat ou

d'anciens chefs d'Etat africains ?

Au fond, inculper ou ne pas inculper des chefs d'Etat n'est pas le réel problème... Même si je pense que dans le cas du Soudan, Luis Moreno Ocampo, l'ancien procureur de la CPI, aurait été mieux avisé d'inculper ceux qui ont perpétré les crimes au Darfour au lieu de viser immédiatement le chef de l'Etat (Omar el-Béchir, ndlr). Il aurait alors pu obtenir une certaine coopération du gouvernement et s'attaquer aux chefs de

guerre, pour ensuite remonter – ou pas – vers les gros bonnets. Viser tout de suite le président a fait dérailler toute la discussion en la focalisant sur un seul homme. Il n'est pas dans l'intérêt de la CPI d'être perçue comme une institution qui ne fait que pourchasser les chefs d'Etat africains. L'objectif est de rendre justice aux victimes. C'est triste. Nous avons besoin de la justice internationale et d'une CPI mieux gérée. Par ailleurs, comment la CPI peut-elle aider si d'importants pays ne la rejoignent pas et la laissent pourchasser d'autres dirigeants que les leurs ?

Les entrepreneurs africains, à votre image, sont-ils de plus en plus impliqués en politique ?

J'espère vraiment que tout le monde puisse avoir son mot à dire dans la gestion des affaires d'un pays. Tout est politique, même dans les affaires. Nous devons nous impliquer.

C'est à ce prix que nous aurons la démocratie. Nous sommes tous des politiciens, en tant que citoyens. Ce domaine n'est pas réservé à quelques-uns.

N'est-il pas temps que des hommes d'affaires comme vous prennent en main la gestion de leur pays ?

Personnellement, je ne veux pas m'impliquer de cette manière. Ce serait aller dans la mauvaise direction. Je veux donner l'exemple, me montrer engagé et faire pression, sans chercher le pouvoir pour moi-même. Je n'ai pas entrepris tout cela pour mes propres intérêts ! En aucune manière, je n'ai l'intention de me présenter à une quelconque élection. Je préfère rester au chômage, faire partie du mouvement citoyen et me livrer à un activisme puissant – parce que les gens sont puissants !

Source : Rfi

Pourquoi les Africains sont soit très riches, soit très pauvres

Pourquoi n'assiste-t-on pas à l'émergence rapide d'une classe moyenne sur le continent africain ? C'est une interrogation en forme d'équation dont la réponse n'est pas forcément mathématique. Comme le rappelle la revue économique britannique The Economist, la croissance moyenne sur l'ensemble du continent flirte avec les 5% sur la dernière décennie. Un taux qui est près de deux fois supérieur à la croissance démographique et qui devrait donc déboucher logiquement sur une hausse sensible du revenu par habitant. Mais la réalité ne correspond pas à la théorie.

Selon les chiffres de l'institut statistique de l'Intelligence Unit Canback repris par The Economist, 90% des Africains vivaient toujours avec moins de 10\$ par jour en 2014, une somme qui correspond au seuil d'entrée dans la classe moyenne africaine. Excepté l'Afrique du Sud, où une véritable classe moyenne en plein boom existe, la proportion d'habitants dont le revenu

s'établit entre 10 et 20\$ a grimpé de seulement 4,4% à 6,2% entre 2004 et 2014. Dans la même période, la classe moyenne supérieure (entre 20 et 50\$ de revenu par jour) a augmenté de 1,4% à 2,3%.

« Une des raisons à cela est que la croissance économique est partagée de manière très inéquitable. Ces dernières années, les inégalités ont même augmenté plus vite que la croissance dans de nombreux pays d'Afrique », analyse The Economist.

L'extrême pauvreté a reculé

Le site d'informations économique Quartz pointe également cette profonde inégalité dans la redistribution des richesses dans un article récent. « Au niveau macro-économique nous sommes en progrès, mais la croissance ne touche pas la population au chômage ou qui vit de l'économie informelle », confiait un ancien membre du gouvernement tanzanien à Quartz. « Je pense qu'il n'y a pas assez de transparence au sujet de la richesse, de qui la possède et de son évolution au fil du temps, dans le monde

mais particulièrement en Afrique et en notamment en Afrique du Sud », affirmait pour sa part l'économiste français Thomas Piketty lors d'une conférence donnée récemment à Johannesburg.

Mais il y a aussi une autre raison à la lente émergence de cette middle class tant fantasmée par les multinationales.

« La pauvreté est si profonde dans de nombreuses régions d'Afrique que même si les revenus de millions d'habitants ont doublé, ces derniers sont aujourd'hui pauvres alors qu'ils étaient avant extrêmement pauvres », note The Economist.

En Ethiopie, le nombre de personnes dont le revenu par jour est supérieur à 10\$ a été multiplié par dix entre 2004 et 2014. Mais les Ethiopiens ne sont toujours que 2% à gagner cette somme ou plus par jour. « Ceux qui sont concernés par la croissance économique africaine (...) devront être patients », conclut sagement The Economist.

Source : slateafrique

Fin de course pour les Eperviers

Ibrahim

Battus lors du match allé à Lomé le 12 novembre dernier par l'Ouganda sur un score d'un but contre zéro, les Eperviers du Togo n'ont pas réussi à opérer le miracle au match retour en terre ougandaise. Les adversaires ont encore pris le dessus et cette fois-ci par un score lourd de trois buts contre zéro. Sur l'ensemble des deux confrontations les Eperviers ont été tout simplement humiliés. Le public sportif togolais est certes dessus, mais il faut avoir le courage de reconnaître que tel qu'on fait son lit, on se couche. Les atouts

n'étaient pas en faveur de l'équipe togolaise pour réaliser une meilleure performance. Les responsabilités se situent à plusieurs niveaux. Lorsqu'on s'intéresse à la préparation de l'équipe, il est aisé d'affirmer que rien de consistant n'a été fait pour avoir la condition physique et les automatismes nécessaires dans ce genre de complétion. Lors de la récente trêve ayant donné l'opportunité des matchs fifa où les entraîneurs jaugent la forme réelle des joueurs sélectionnables, le Togo n'a pas eu à jouer même une seule rencontre amicale. Le Comité de normalisation avec à sa



Les Eperviers (Photo archives)

tête Antoine Folly et le ministère des Sports se sont contentés de se rejeter les tords en évoquant des soucis d'indisponibilité de moyens financiers. Face à cette situation, le sélectionneur belge des Eperviers Tom Saintfiet n'a eu autre recours que de jouer à la

tombola qui malheureusement n'a pas réussi. Mais cela ne met pas le staff des Eperviers à l'abri de critiques. En effet, la définition simple d'une équipe nationale, c'est les meilleurs

est aussi reproché à l'entraîneur son style de communication non rassembleur. C'est ce qu'il faut comprendre des bouderies de la part de certains joueurs qui auraient pu booster la performance de l'équipe. D'une manière globale, le football togolais a encore des épreuves difficiles à surmonter au regard de la profonde crise qui mine ce secteur. Honte à tous acteurs qui se battent pour des intérêts mesquins extra sportifs. Les regards sont à présent tournés vers la suite des matchs qualificatifs pour la phase finale de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations.

jeuurs du moment sauf que la composition actuelle de la sélection togolaise ne répond pas exactement à cette réalité. Tom Saintfiet se contente dans une complaisance flagrante de convoquer des joueurs dont les performances sont en dessous de la moyenne. Il

Pourquoi l'Afrique domine le football chez les jeunes, mais pas au plus haut niveau

Dans les catégories de jeunes, le continent africain écrase les nations des autres continents. Le Nigeria a remporté pour la cinquième fois – un record – la Coupe du monde des joueurs de moins de 17 ans, le 8 novembre au Chili, en disposant du Mali en finale. Un coup d'oeil dans le rétroviseur suffit à se rendre compte que ce n'est pas un épiphénomène. C'est la 7^e fois qu'un pays africain remporte cette compétition en 16 éditions.

Plus généralement, les équipes de jeunes du continent brillent dans toutes

les grandes compétitions internationales. Aux Jeux Olympiques, où les entraîneurs doivent aligner des footballeurs de moins de 23 ans, le Nigeria et le Cameroun ont respectivement remporté le tournoi en 1996 et 2000. Le Ghana a lui remporté la Coupe du monde des moins de 20 ans en 2009. Alors qu'à l'inverse en Coupe du monde, la vraie, jamais une sélection africaine n'a dépassé les quarts de finale.

Pourquoi?

Le site d'informations Quartz avance plusieurs raisons à cela.

« Certains expliquent

que les équipes africaines falsifient l'âge de leurs joueurs dans les catégories de jeunes, ce qui leur donne un avantage. Cette année au tournoi des moins de 17 ans, le coach du Mexique l'a insinué avant la demi-finale de son équipe face au Nigeria », note Quartz. L'entraîneur mexicain avait notamment déclaré : « Leur développement physique et les décisions qu'ils prennent sur un terrain sont au-dessus des capacités de joueurs de moins de 17 ans. »

Une autre explication avancée est que les jeunes joueurs africains veulent absolument briller dans ce



type de compétition pour se faire repérer par des clubs ou des agents et intégrer des équipes professionnelles en Europe ensuite. C'est une façon pour eux de s'extraire de la misère. Ils ont donc plus « faim » que les jeunes européens.

Enfin, la corruption et

la mauvaise gouvernance très largement répandues dans le football africain ne permettent pas de construire des équipes sur la durée, avec une vraie cohérence. Quartz rappelle les nombreuses histoires de disputes liées aux primes de participation en Coupe du monde. Equipe talentueuse, le Cameroun a encore échoué de façon lamentable lors de la Coupe du monde 2014, alors que les joueurs ont menacé de ne pas disputer la compétition pour recevoir les trois millions de dollars promis par la Fédération.

slateafrique

Pour tout renseignement,
information ou conseil

contacter le centre d'appel
au N° VERT



8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.ig

**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU**

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU **8281**



FEDERER POUR BATIR
www.citr.tg